

COURRIER NOTIFIANT AUX DIRECTEURS D'EHPAD ET AUX MEDECINS LE REFUS DE TOUT ACTE DE VACCINATION

Je soussigné(e)....., né(e) le....., à....., tiers de confiance désigné(e) par M./Mme.....né(e) le....., à....., résidant à l'EHPAD....., à l'adresse..... vous notifie par la présente mon opposition la plus absolue à l'administration d'un quelconque « vaccin » ou « *thérapie génique* » contre la Covid-19, et notamment les vaccins Pfizer/BioNTech, Moderna et Astrazeneca, sans mon autorisation **expresse et écrite** sur ladite personne.

Pour rappel, ne s'agissant pas d'un vaccin *stricto sensu* et ne figurant pas sur la liste des vaccins obligatoires de l'article L311-2 du code de la santé publique, il en résulte, en application de l'article 5 de la Convention d'Oviedo ainsi que de l'alinéa 2 de l'article L.1111-4 du code de la santé publique que, s'agissant d'un acte médical, il doit être soumis au **consentement libre et éclairé** du patient.

Conformément à l'article L111-6 du code de la santé publique, lorsque ce dernier est hors d'état d'exprimer sa volonté, ce consentement peut être délégué à une personne de confiance.

Par conséquent, à défaut de tout consentement écrit de ma part, je vous interdis de la manière la plus absolue de procéder à une quelconque injection de « vaccin » ou de toute autre « thérapie génique » relative à la Covid-19 sur la personne de M./Mme.....

Je vous rappelle que le fait de pratiquer un acte médical, sans autorisation préalable, peut recevoir la qualification pénale de violences volontaires qui, lorsqu'elles sont exercées sur une personne dont la particulière vulnérabilité, due à son âge, à une maladie, à une infirmité, à une déficience physique ou psychique ou à un état de grossesse, est apparente ou connue de son auteur, sont punies de 3 ans d'emprisonnement et de 45.000 euros d'amende conformément à l'article 222-12 du code pénal.

Je vous rappelle également que le refus de se soumettre à l'administration de ces « vaccins » ou thérapies géniques, ne saurait engendrer une quelconque forme de discrimination.

Notification par LRAR en date du :.....

Signature :

REACTION